

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 24/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**Grand Dijon - Déchetterie**  
rue Jules Guesde  
21600 LONGVIC

Références : 0005426161/2024-55

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2024 dans l'établissement Grand Dijon - Déchetterie implanté rue Jules Guesde 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Grand Dijon - Déchetterie
- rue Jules Guesde 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005426161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Déchetterie - installation classée sous les rubriques 2710.1 et 2710.2.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- Le nom donné au point de contrôle ;
- La référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- Si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- La prescription contrôlée ;
- À l'issue du contrôle :
  - ◆ Le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ Les observations éventuelles ;
  - ◆ Le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ Le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « Susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « Sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 35 et 38	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 19	Sans objet
7	Détection et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Sans objet
8	Alerte et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 21	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 43	Sans objet
2	Bordereaux de suivi de déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.7	Sans objet
3	Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 32	Sans objet
6	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.3	Sans objet
9	Propreté de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article Art 9	Sans objet
10	Stockages de déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 2.2 et 7.3	Sans objet
11	Réception des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.2	Sans objet
12	Stockage des huiles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour but de vérifier les principales dispositions des arrêtés ministériels et de l'arrêté préfectoral liées à la collecte des déchets dangereux et des déchets non dangereux.. Plusieurs non-conformités relatifs à des analyses ou à des contrôles non réalisés ont été constatés. L'exploitant doit s'assurer du respect de l'ensemble de prescriptions applicables sur son site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Registre déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection documentaire

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La date de l'expédition ;</li> <li>• Le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>• La nature et la quantité de chaque déchet expédié ;</li> <li>• Le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>• L'identité du transporteur ;</li> <li>• Le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>• La qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement ;</li> <li>• Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié le registre des déchets sortants du 15/04/2022 et du 15/04/2023.</p> <p>L'ensemble des informations listées à l'article 43 de l'Arrêté ministériel du 26 mars 2012 a été noté dans le registre, tenu sur un logiciel métier Nessy Cactus.</p> <p>Le registre n'appelle pas de remarque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Bordereaux de suivi de déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection documentaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'expédition de déchet dangereux respecte la réglementation aux circuits de traitement des déchets, notamment l'article R. 541-43 du code de l'environnement</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Exemple :</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié certaines BSD pour les déchets dangereux sortant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• nr du BSD 06224184-PECR-1263-116, SETEO, solides et pâteux inflammables du 27/06/2022;</li> <li>• nr du BSD20221226-EXUY3R1M5, ECO DDS, Pesticides liquides du 23/12/2022 ;</li> <li>• nr du BSD BSPA-20231120-28GZCN9Q4, SETEO, Amiante, du 20/11/2023.</li> </ul> <p>Les BSD vérifiés n'appellent pas de remarque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 32</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection documentaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (...), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants</p>

<p>en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fréquence annuelle des entretiens du séparateur d'hydrocarbure est respectée.</p> <p>Les 3 BSD d'enlèvement des contenus du séparateur pour 2022 et 2023 ont été présentés à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nr du BSD 20220927-EVK79XHGV pour 3,8 tonnes pour des boues et des eaux, OSIS du 27/09/2022 ;</li> <li>• Nr du BSD 20231006-6P61APQ4N pour 290 kg des boues, SETEO du 06/10/2023 ;</li> <li>• Nr du BSD GME92FM7A pour 2,0 tonnes des eaux, SETEO du 06/10/2023.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Valeurs limites de rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 35 et 38</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection documentaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Valeurs limites de rejets</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li> <li>• température &lt; 30 °C ;</li> </ul> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration / dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• matières en suspension : 600 mg/l / 100 mg/l ;</li> <li>• DCO : 2 000 mg/l / 300 mg/l ;</li> <li>• DBO5 : 800 mg/l / 100 mg/l.</li> </ul> <p>d) Polluants spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• indice phénols : 0,3 mg/l ;</li> <li>• chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li> <li>• cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</li> <li>• AOX : 5 mg/l ;</li> <li>• arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>• hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</li> <li>• métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 15 mg/l.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une analyse partielle a été réalisée en 2022 (aucun polluant spécifique n'a été analysé sauf les hydrocarbures). L'exploitant a présenté un rapport du laboratoire Eurofins du 22 février 2022.</p> <p>Pour l'année 2023, les prélèvements ont été réalisés le 26/12/2023, les analyses d'ensemble de paramètres sont en cours de réalisation. L'exploitant a présenté, pour l'instant, un rapport partiel du laboratoire Eurofins.</p>

Non-conformité 1 :

Les analyses de l'ensemble de paramètres imposés par Art 35 et 38 de l'Arrêté Ministériel du 26/03/2021 doivent être réalisées une fois par an.  
L'exploitant veillera au respect strict de cette prescription.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 5 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 19

**Thème(s) :** Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

**Constats :**

Le rapport n° 10274850-005-1 du 03/06/2022 établi par APAVE fait mention de deux non-conformités :

- un manque de traçabilité (pas de suivi des vérifications des installations dans le registre de sécurité) ;
- défaut d'un bloc autonome d'éclairage de secours (BAES) côté préau (locale de stockage utile).

Les mêmes non-conformités sont citées dans le rapport de l'APAVE du 28/04/2023.

Non-conformité 2 :

L'exploitant doit assurer le suivi de levée des non-conformités constatées par APAVE.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 6 : Déchets dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inspection documentaire

**Prescription contrôlée :**

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. À tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.

**Constats :**

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi et affiché à l'entrée du local.

Lors de visite sur site, la conformité du plan avec l'emplacement réel des déchets a été vérifiée.

L'exploitant respecte bien son plan de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Détection et extinction automatique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, le détecteur de fumée n'est pas correctement installé. Il est tombé du plafond et se trouvait au moment de l'inspection sur une armoire. Par ailleurs, les vérifications de son fonctionnement ne sont pas réalisées annuellement.

Non-conformité 3 :

Le local technique doit être équipé d'un détecteur de fumée correctement fixé.  
Cet appareil doit être contrôlé annuellement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 8 :** Alerte et lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inspection documentaire

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;(...)
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 (...). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances (...) L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

(...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Un poteau incendie est situé à proximité du site. En revanche, l'exploitant ne dispose d'aucune vérification du débit de ce poteau.

Deux extincteurs sont présents dans le locale technique et une RIA sur la plateforme. Les rapports

de vérifications pour l'ensemble de moyens de lutte contre incendie, pour 2022 et 2023 (réalisés par la société BPI), ont été présentés à l'Inspection. Ils n'appellent pas de remarque.

**Non-conformité 4 :**

L'exploitant doit être en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. La vérification de débit du poteau incendie doit être réalisée.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 9 : Propreté de l'installation.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article Art 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle sur site

**Prescription contrôlée :**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.

**Constats :**

Le jour de l'inspection le site est propre.

Aucun amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières n'a été constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Stockages de déchets dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 2.2 et 7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle sur site

**Prescription contrôlée :**

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).

Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

**Constats :**

Le local de stockage des déchets dangereux est organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés.

Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage.



Les équipements de protection individuels sont bien en évidence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Réception des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (...).</p> <p>Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets dangereux sont réceptionnés par le personnel habilité et stockés dans les récipients adaptés.</p> <p>L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets est clairement indiquée par des affichages appropriés.</p> <p>L'accès au local de déchets dangereux est rendu inaccessible au public par une barrière installée devant l'entrée du local.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Stockage des huiles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle sur site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</p> <p>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.</p>

**Constats :**

La borne à huile est à l'abri des intempéries et dispose d'une jauge de niveau. Un absorbant est stocké à proximité de la borne.

L'affichage réglementaire est bien visible.

La borne est équipée d'une jauge de niveau.

**Type de suites proposées :** Sans suite